



## Quelle croissance à court terme ?

De nombreuses études parues ces derniers jours donnent des prévisions de croissance assez contrastées pour la fin de l'année. Ainsi [l'Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France](#), publiée lundi 9 décembre, mise sur une reprise de la croissance pour le quatrième trimestre 2013 de 0,5 % (contre 0,4 % prévu précédemment) en se basant notamment sur une nette hausse de la production et des livraisons dans l'industrie. Par ailleurs, l'enquête mensuelle de la Banque de France fait apparaître une hausse de 1 point de l'indice du climat des affaires et de l'industrie, par rapport à octobre, à 101 points. Au final : « Selon l'indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), le produit intérieur brut progresserait de 0,5 % au quatrième trimestre 2013 ». Dans le même temps l'OCDE, qui a publié lundi 9 décembre ses [Indicateurs Composites Avancés](#) (ICA), note que « dans la zone euro dans son ensemble, comme en France et en Italie, les ICA continuent d'indiquer une inflexion positive de la croissance ». Ces deux études positives contrastent avec les résultats de la récente [enquête de conjoncture du cabinet Markit](#) du 4 décembre qui livre une évaluation négative et des prévisions à la baisse pour la fin d'année. L'enquête de conjoncture se base sur deux indices : l'indice final Markit de l'activité de services en France et l'indice final Markit de l'activité Globale en France qui se replient tous les deux à 48,0 au plus bas depuis 5 mois, ce qui, pour le cabinet, fait craindre « une nouvelle baisse du PIB au quatrième trimestre, baisse qui ferait de nouveau basculer l'économie française en récession. »

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 décembre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire et continuera ainsi de soutenir la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs a confirmé ses indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation demeure fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il était de 12,1 % en octobre 2013, en légère baisse par rapport à septembre (12,2 %). Dans l'UE28, ce taux était de 10,9 %, stable par rapport au chiffre relevé en septembre. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à octobre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,7 % et 10,7 %. En octobre 2013, 26,6 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,3 millions en zone euro. Par rapport à septembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 61 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (5,9 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,3 %) et en Espagne (26,7 %).

### Actualité législatives

#### Publications au Journal Officiel

Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer a été publiée au JORF [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F2020EE0EA839DDCEEBDB9F3E6053014.tpdjo16v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F2020EE0EA839DDCEEBDB9F3E6053014.tpdjo16v_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=)

### Divers

#### Publications Banque de France

Focus numéro 10 du 5 décembre : [Les dangers liés au développement des monnaies virtuelles : l'exemple du bitcoin.](#)

#### Nomination

Nomination de Marie-Anne Barbat-Layani au poste de directrice générale de la Fédération Bancaire Française (FBF) à compter du 2 janvier 2014, en remplacement d'Ariane Obolensky.

Entrepreneurs - Artisans - Commerçants  
Associations - Professions libérales

## Plus de temps à perdre

Vous avez moins de deux mois  
pour passer au système européen de paiement

Le 1<sup>er</sup> février 2014

vous ne pourrez utiliser que les virements et  
les prélèvements SEPA.

Les systèmes nationaux ne pourront plus  
être utilisés, ni en France ni à l'étranger.

SEPA s'applique à tous les virements  
et prélèvements, nationaux ou transfrontaliers.  
Ainsi, les virements et les prélèvements  
que nous connaissons actuellement ne pourront  
plus être utilisés après le 1<sup>er</sup> février 2014.

SEPA rend indispensable des modifications  
dans vos systèmes d'information et de paiement.  
Si vous ne faites pas cette migration vous vous  
exposez à un blocage de vos moyens de paiement.

SEPA, c'est également une opportunité à saisir  
qui permet de disposer pour vos achats  
et ventes d'instruments de paiement harmonisés,  
simplifiés et fiables.

# SEPA

Contactez votre banquier  
ou votre centre de gestion

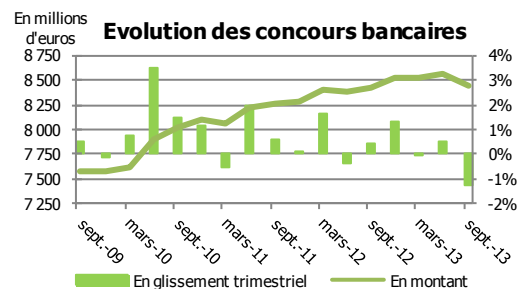
Plus d'informations sur

[www.urgence-sepa.fr](http://www.urgence-sepa.fr)



## Évolutions monétaires : recul de l'encours de crédits et des actifs financiers

Le dernier numéro d'[Évolutions monétaires](#) à la Martinique met en évidence un recul sensible de l'encours sain de crédits et un tassement des actifs financiers pour le troisième trimestre 2013. L'encours sain de crédits s'établit ainsi à 7,8 milliards d'euros (-2,0 % sur le trimestre et -0,5 % en glissement annuel). Pour leur part, les actifs financiers s'élèvent à 6,5 milliards d'euros. Bien que demeurant en nette progression sur un an (+3,9 %), ils sont en léger repli sur le trimestre (-0,4 %).



Source : IEDOM

## Tendances conjoncturelles : stabilité de l'activité dans la plupart des secteurs

Le dernier numéro de [Tendances conjoncturelles](#) fait apparaître une légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires à la Martinique pour le troisième trimestre 2013. Les résultats de l'enquête de conjoncture font état d'une stabilité de l'activité dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du commerce et de l'industrie qui enregistrent une baisse. Toutefois, la trésorerie des entreprises reste dégradée, largement pénalisée par l'allongement des délais de paiement. En outre, les intentions d'investissement à un an, quoique bénéficiant d'un léger sursaut, demeurent globalement dégradées.

## CEROM : publication du tableau de bord pour le troisième trimestre 2013

L'IEDOM a publié [le Tableau de bord économique de la Martinique](#) pour le troisième trimestre 2013.

## Fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Au 30 septembre 2013, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,8 % en volume et 6,5 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,6 millions (contre 20,2 millions un an plus tôt) pour une valeur de 882,2 millions d'euros (contre 828,5 millions d'euros à fin septembre 2012). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,2 % en volume et de 4,0 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'établit ainsi à 192,1 millions en septembre 2013 (contre 180,9 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 25,2 millions d'euros (contre 24,3 millions d'euros un an plus tôt). Enfin, les billets apocryphes saisis (faux billets) sont en recul de 23,7 % (268 billets au 30 septembre 2013, contre 332 un an plus tôt).

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Santé : bonne accessibilité aux soins hospitaliers

[Le dernier numéro d'antianéchos publié par l'INSEE](#), consacré aux soins hospitaliers en Martinique, met en exergue la bonne accessibilité aux soins sur le territoire par rapport aux autres régions françaises. En effet, en 2010, les patients martiniquais ont mis en moyenne 22 minutes pour accéder à un établissement de santé, contre 32 minutes en France métropolitaine. En outre, l'étude révèle le caractère autonome et « autocentré » de notre région ultrapériphérique : 96 % des hospitalisations de résidents sont prises en charge localement. L'étude note également que l'offre de soins est relativement complète puisque toutes les spécialités sont couvertes et la part des séjours réalisés à l'extérieur du territoire est faible (4,3 %). Ces résultats doivent être mis en regard de l'insularité et de l'éloignement de la Martinique par rapport à l'Hexagone.

## BTP : 2 200 logements à construire par an d'ici 2040

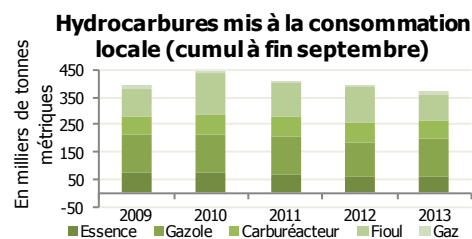
La récente étude de l'INSEE et de la DEAL sur le [Logement aujourd'hui et demain en Martinique](#) fait apparaître des besoins importants dans ce domaine. En 50 ans, la population martiniquaise a crû de 35 %. Dans le même temps, le nombre de résidences principales a plus que doublé. Toutefois, la taille des logements n'est pas toujours adaptée aux besoins des ménages. Ainsi, 14 % des ménages vivent dans des logements en situation de surpeuplement. En parallèle, 54 % des ménages, souvent des personnes âgées vivant seules, habitent dans des logements ayant davantage de pièces que nécessaire à leurs besoins. Au cours des 30 prochaines années, la Martinique devrait compter près de 31 000 ménages supplémentaires et les personnes seules augmenteraient cinq fois plus vite que les couples. Ainsi, plus de 2 200 logements devront être construits par an d'ici à 2040. Ils devront tenir compte des évolutions des besoins liés à l'accessibilité d'une population plus âgée, mais aussi au décloisonnement familial.

## Démographie : l'économie du vieillissement, axe de développement ?

La population martiniquaise vieillit. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'âge moyen des martiniquais s'élève à 40,6 ans, contre 39,0 ans dix ans plus tôt. D'après les projections de l'INSEE, la Martinique devrait devenir la deuxième région la plus âgée de France d'ici 2040, après la Corse. C'est dans ce contexte que l'AFD et la CCIM ont lancé une étude dont les résultats ont été présentés mi-novembre à l'occasion d'un débat. L'étude présente deux scénarios à long terme. L'un tendanciel, avec un vieillissement « subit », entraînant une réduction de la population active employable qui se solderait par une perte de croissance de l'activité, une baisse de la consommation des ménages, une dégradation de la rentabilité des entreprises, et donc un resserrement de la contrainte budgétaire de la collectivité. L'autre scénario, « volontariste », consiste à saisir les opportunités offertes par le vieillissement pour fournir de l'emploi en répondant à la demande des seniors. Selon l'étude, cet axe de développement sera réalisable si la Martinique réussit à accroître la productivité de sa main-d'œuvre et si les pouvoirs publics interviennent fortement dans le secteur.

## Hydrocarbures : contraction de la consommation

En cumul annuel, à fin septembre 2013, les quantités d'hydrocarbures mises à la consommation sur le marché martiniquais s'élevaient globalement à 371 milliers de tonnes métriques. Les volumes sont en recul de 6,9 % par rapport à l'année précédente. La consommation de fioul contribue le plus à cette évolution. Les carburants routiers, qui représentent 44,7 % des hydrocarbures mis à la consommation, sont en diminution de 1,1 % par rapport à l'année dernière.



Source : SARA

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Conférence des investisseurs : réunir les investisseurs et les entrepreneurs

[La conférence des investisseurs](#) s'est déroulée du 25 au 26 novembre 2013. Organisée par la Région Martinique, elle avait pour invité d'honneur Trinidad et Tobago. Conformément à l'objectif visé, elle a permis de rapprocher entrepreneurs et investisseurs, martiniquais comme extérieurs, afin de financer des projets porteurs de développement économique pour la Martinique.

### Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane : bilan et nouvelles priorités

La conférence de coopération régionale de la zone Antilles-Guyane s'est déroulée du 7 au 8 novembre en Guadeloupe. Ce fut l'occasion de faire un bilan de la coopération régionale des cinq collectivités françaises des Amériques (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Barthélemy et Saint-Martin) et de passer en revue les nouvelles priorités pour son amélioration. Ces deux jours étaient répartis en trois ateliers : renforcer l'attractivité dans les DFA, promouvoir leur insertion économique régionale et, enfin, réussir leur insertion institutionnelle au sein des organisations régionales.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2013	129,3	-0,6 %	+1,0 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2013	45 506	+0,3 %	+5,2 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2013	21 662	+1,2 %	0,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2013	35 372	+2,9 %	-10,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2013	241,0 173,6	+41,5 % +33,6 %	-7,8 % +2,2 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2013	42,9 14,1	+82,7 % +9,9 %	-0,1 % -35,2 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers		17,8 % 8,1 %		-0,2 pt - 1,5 pt
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2013	44,6	+0,5 %	+2,9 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2013	443,3		+0,9 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- novembre 2013	17 117	+0,1 %	-2,6 %
	Retraits de cartes bancaires	- novembre 2013	4 770	-0,9 %	-1,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- octobre 2013	107 078	+17,4 %	+20,7 %
		- cumul annuel	1 355 153		+2,8 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2013	-	-	-
		- cumul annuel	73 370	+0,14 %	+14,0 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2013	15 402	+13,9 %	-7,9 %
		- cumul annuel	144 682		-7,0 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2013	986	+3,2 %	-3,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2013	126	-31,1 %	-9,4 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		10 547		-5,7 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

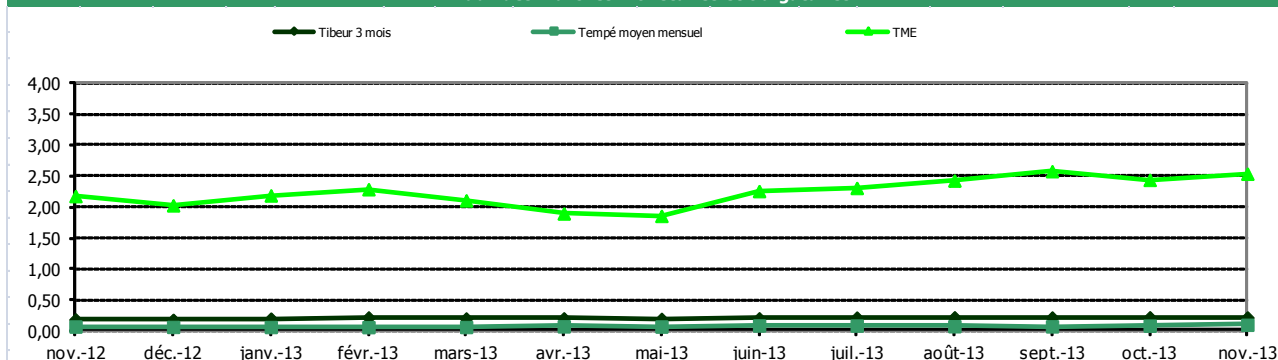
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2013)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1320%	0,2230%	0,3270%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,43%	2,58%	2,44%	2,34%	2,63%	2,78%	2,64%	2,54%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,17%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,52%	Découverts en compte (1)	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

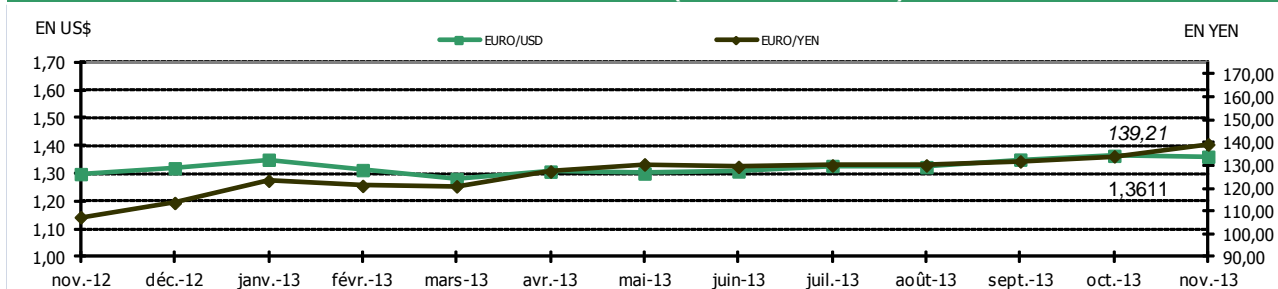
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3611	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,8610	EURO/SRD (Surinam)	4,4852
EURO/JPY (Japon)	139,2100	EURO/BWP (Botswana)	11,7320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4329
EURO/CAD (Canada)	1,4394	EURO/SCR (Seychelles)	16,4310	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,7574
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83270	EURO/MUR (Maurice)	40,7624	EURO/BBD (La Barbade)	2,7183
EURO/SGD (Singapour)	1,7082	EURO/BRL (Brésil)	3,1587	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6893
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5523	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5519	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3064,8856	EURO/XCD (Dominique)	3,6697	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	